

Horlogerie indépendante

Les horlogers ne s'inquiètent pas encore

Comment vivre cette crise quand on n'appartient pas à un groupe de luxe? Le point avec trois patrons genevois

Jean-Daniel Sallin

À l'image de toute l'économie mondiale, l'horlogerie suisse s'est mise sur pause. Elle avait d'ailleurs été l'une des premières à mesurer l'ampleur de cette épidémie, puisque, le 27 février déjà, la Fondation de la haute horlogerie avait annoncé l'annulation de son salon Watches & Wonders à Palexpo. Depuis dix jours, les manufactures ont désormais fermé leurs portes. Rolex, Patek Philippe, Audemars Piguet, Cartier, Piaget, Hublot, ils ont tous stoppé leurs machines et se sont inscrits aux abonnés absents. Personne ne veut communiquer ou présumer des conséquences de cette crise sanitaire sur son chiffre d'affaires. Trop tôt, pas pertinent! «Seule la santé de nos employés compte pour l'instant», nous a-t-on répondu.

Pourtant, quelques voix s'élèvent déjà pour avancer quelques pronostics. Ainsi, dans ces colonnes, Oliver Muller, fondateur de LuxeConsult, envisage qu'une soixantaine de marques pourrait disparaître, si l'épidémie venait à durer. Juste avant la crise, deux maisons - De Grisogono et RJ - avaient mis la clé sous la porte. Pour des raisons de liquidités. Et d'autres montraient quelques signes de fébrilité. Le coronavirus leur portera-t-il le coup fatal? Rien n'est moins sûr. Pour l'instant, il n'y a pas de panique à bord.

Manufacture ouverte
CEO de la marque De Bethune, Pierre Jacques reste «optimiste et confiant». Pour l'instant, la manufacture, basée dans le village de L'Auberson, continue de tourner. «Nous ne produisons que 200 montres par année et l'Asie n'est pas notre premier marché», précise le Genevois. «Nous travaillons à flux tendu et nous n'avons pas



L'horlogerie s'est mise sur pause en cette période de crise sanitaire. FLORIAN CELLA

de stock. Nous continuons de livrer ce que nous devons et, en mars, nous n'avons constaté aucune annulation de commandes. Cela nous permet d'amortir les effets de cette crise sanitaire! Son coup de chance? Il a pu profiter des Watch Days, organisés par le groupe LVMH en janvier à Dubaï, pour présenter ses nouveautés:

son carnet de commandes s'est rempli à un moment où le Covid-19 n'avait pas encore touché le Vieux-Continent. «Fermer la manufacture aurait des conséquences économiques plus graves pour nous», conclut-il. Rappelant que 25% de ses employés - sur un total de 32 - sont tout de même confinés chez eux.

Fondateur de la marque Artya, Yvan Arpa prend cette période, pénible pour tout le monde, avec philosophie. «C'est peut-être le moment de repenser à ses valeurs, de méditer, on se dirige peut-être vers une société moins consumériste, moins matérialiste...» Il le dit sans sourcilier: avoir peur n'est pas dans sa na-

ture. «Je sais m'adapter», sourit cet horloger qui s'est spécialisé dans les pièces uniques. «Je propose des produits différents et les fondamentaux de ma société sont sains. En général, mes clients paient 50% du prix à la commande, le reste à la livraison. Après, il faut le temps de produire la pièce...» Si le taux de change

avec le franc suisse lui paraît plus pénalisant que la fermeture de ses points de vente, Yvan Arpa a un autre défi à relever dans son atelier: avoir suffisamment de composants à disposition pour pouvoir continuer à assembler ses montres! Le jour de notre téléphone, il attendait encore une livraison de saphirs du Jura. «J'arrive à me débrouiller. En temps de guerre, on disait qu'il fallait démonter un tank pour en construire un autre... Je fais la même chose avec mes montres. Mais, pour les grandes complications, c'est plus difficile!»

On sort la Bulldog...

Maximilian Busser, lui, est bloqué chez lui, à Dubaï. «Cela fait cinq ans que je travaille à distance, je suis donc rompu à l'exercice», avoue-t-il. Fondateur de la marque MB&F, le Genevois ne chôme pas: il a en effet maintenu le lancement d'une nouvelle montre, la HM10 Bulldog, prévu le 24 mars. «On a hésité, mais cette pièce fait sourire et, aujourd'hui, on a besoin d'un peu de légèreté», précise-t-il. Avant d'être plus pragmatique: «Nous avons livré une quinzaine de pièces à nos détaillants au cours des quatre dernières semaines, quelques clients finaux avaient passé commande, on ne pouvait pas attendre...»

En 2020, Max Busser s'apprêtait à célébrer les 15 ans de la marque. Cette année aurait dû être «spectaculaire», elle ne le sera pas! Mais il ne peint pas le diable sur la muraille pour autant. «MB&F a un fond de trésorerie qui lui permettra de voir venir. Depuis la création de l'entreprise, en 2005, je n'ai pas retiré un centime, l'argent est à disposition... C'est ce qui va nous sauver!» En revanche, il craint un peu plus pour toutes ces PME qui ont des dettes ou qui étaient en quête d'actionnaires avant la crise. Et Max Busser de citer l'un de ses amis qui considère déjà cette crise sanitaire comme «l'Armageddon des entrepreneurs!»

Lire l'éditorial en page une: «Les défis de l'horlogerie suisse»

Zenith «reporte ses ambitions à 2021»

● Il y a dix jours, Zenith a été l'une des premières manufactures à fermer ses portes. Chômage partiel pour les équipes techniques, télétravail pour les autres... CEO de la marque, Julien Tornare voit un avantage à cette crise sanitaire: il passe plus de temps avec sa femme et ses enfants. Mais, au moment de tirer un premier bilan, il ne

prend pas de gants. Le mois de février? «Surpris en bien.» Mars? «C'est mort.» Et avril? «On verra...» Nommé en 2017, le Genevois avait la mission de «réveiller» la belle endormie qu'était la maison neuchâteloise. Deux ans plus tard, les chiffres parlent en sa faveur: depuis septembre, ils sont en nette hausse. Avec +58% en décembre et +34% en janvier.

«Les pièces du puzzle se mettaient en place. En 2020, on avait de belles nouveautés à présenter et notre plateforme de communication était prête à être déployée dans nos boutiques. Aujourd'hui, nous reportons nos ambitions à 2021 et essaierons de limiter les dégâts au maximum pour cet exercice. L'important, aujourd'hui, c'est de prendre soin des gens et de

garder les emplois. La croissance de la marque attendra.» Julien Tornare a pourtant vu des raisons d'espérer, là-bas, du côté de l'Asie. «Il y a des signaux de réveil, une reprise d'activité en Chine. Ce n'est pas l'euphorie, mais c'est déjà ça...» La question, désormais, est de savoir comment répondre à cette demande, si la Suisse continue de vivre au ralenti. **J.-D.S.**

Brandt et Barbey-Chappuis, entre points de friction et convergences de fond

Le PLR et la PDC se disputent un siège à l'Exécutif de la Ville

L'ambiance était glaciale lorsqu'ils ont débattu sur le plateau de «Léman Bleu» il y a deux semaines. L'annonce venait de tomber: Simon Brandt et Marie Barbey-Chappuis se présenteraient chacun de leur côté pour le 2^e tour de l'élection au Conseil administratif, faisant voler en éclats l'Entente en Ville. «En fait, vous vous détestez politiquement», s'est exclamé le présentateur. Le PLR et la PDC se retrouvent pourtant sur de nombreux sujets.

Les deux conseillers municipaux estiment par exemple que la subvention annuelle du Grand Théâtre (45 millions de francs) est justifiée. Ils prônent aussi une meilleure coordination entre les polices municipale et cantonale. Simon Brandt n'est pas opposé au port de l'arme par les APM une fois le brevet obtenu, tandis que Marie Barbey-Chappuis pense que c'est «une fausse bonne idée».

Tous deux s'accordent pour dire que les PME locales et les in-



Ambiance glaciale lors du débat entre Marie Barbey-Chappuis et Simon Brandt. MAGALI GIRARDIN

dépendants doivent être soutenus en cette période de crise. Simon Brandt milite pour la suspension des taxes municipales. Marie Barbey-Chappuis veut lancer un plan d'investissement pour assai-

nir le parc immobilier, ce qui «donnera du travail aux entreprises et répondeira aux objectifs environnementaux».

Ils sont également en faveur du projet Clé-de-Rive, qui prévoit la

construction d'un parking de 500 places contre la piétonisation de 33 000 m². Marie Barbey-Chappuis déplore cependant que «le PDC se soit souvent retrouvé isolé à droite pour défendre la mobilité

douce». Elle cite notamment la pétition pour piétoniser le quai des Bergues. «Cela ne doit pas se faire sur le dos des commerçants ou de ceux qui ont besoin de la voiture pour des raisons familiales», fait valoir Simon Brandt.

Parmi les priorités du PLR: mener un audit généralisé au sein de l'administration afin de voir ce qui dysfonctionne. Pour Marie Barbey-Chappuis, il s'avère «illusoire de penser qu'on peut diriger un département ou même une entreprise en faisant des audits tous azimuts». Elle voit également d'un mauvais œil son idée de subventionner les familles qui ne placent pas leurs enfants en crèche. «La collectivité mettrait une pression supplémentaire sur les femmes pour qu'elles restent à la maison. Ce sont souvent elles qui ont le plus bas salaire du couple et renoncent à travailler.»

Lors de cette législature, les deux élus ont obtenu la baisse du tarif des crèches, la hausse du nombre d'APM et l'hébergement à l'année des sans-abri - et voté les coupes budgétaires refusées par le peuple. Un «travail com-

mun» avec l'UDC et le MCG qui justifiait, aux yeux de Simon Brandt, la formation d'une «grande alliance à droite». Le PDC a dit non, évoquant des accords «ponctuels» avec les deux autres partis de droite, qui ne masquent pas leurs «divergences de fond».

Marie Barbey-Chappuis se présente comme «une femme de centre droit à même de travailler de manière collégiale». C'est ainsi qu'elle explique les appels à voter pour elle venant de la gauche. Elle est jugée «plus compatible» avec les candidats PS et Verts, tandis que Simon Brandt serait «plus client». «Marie Barbey-Chappuis ne voit pas de problème à se faire élire avec des voix de la gauche, mais n'accepte pas celles de partis avec lesquels elle a travaillé pendant cinq ans», s'étonne Simon Brandt, qui a enregistré le soutien des candidats MCG et UDC. Le PLR se défend d'être «conflictuel». Il revendique une «hypersensibilité» qui lui permet de «voir les choses sans a priori». «Si je suis élu, je ferai des compromis avec la gauche, mais pas des compromissions.»

Théo Allegrezza